

*Questions orales*

dans le Canada et à y investir, continue d'agir comme il le fait lorsqu'il se trouve à l'étranger.

J'espère que les députés du Nouveau Parti démocratique et leurs alliés du Parti libéral, qui essaient de défendre le budget de M. Rae, essaieront de voir dans une perspective plus large ce que le premier. . .

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Monsieur le Président, les députés de ce parti n'entendent pas défendre le budget Rae. Ils veulent défendre les quelque 1,5 million de Canadiens qui cherchent de l'emploi.

Nous trouvons choquant qu'un premier ministre, le premier représentant de commerce de son pays, aille dire aux investisseurs de se tenir loin du Canada.

Je voudrais poser au vice-premier ministre une question très directe: Souscrirait-il aux propos du premier ministre du Canada et recommanderait-il aux investisseurs asiatiques d'éviter l'Ontario et le marché canadien de l'investissement? Donnerait-il, comme l'a fait le premier ministre, un conseil aussi choquant?

**Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** Monsieur le Président, depuis que le premier ministre a été élu à la tête du gouvernement, j'ai appuyé toutes les mesures qu'il a prises pour améliorer la réputation du Canada sur le plan de la stabilité économique, en vue d'attirer les investissements canadiens et étrangers, et ce, justement pour nous permettre de continuer de créer des emplois au Canada. Notre gouvernement a, sur ce chapitre, l'un des meilleurs dossiers de l'histoire du Canada.

**L'hon. Herb Gray (Windsor—Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Il ne nous a toujours pas donné d'explication claire et convaincante au sujet de la déclaration du premier ministre, qui a dit au Japon: «De toute évidence, la question des finances publiques est le facteur le plus important dans toute décision des Japonais». Cependant, le chef de l'énorme association des fabricants japonais, la Keidanren, disait que ce n'était pas le cas et que ce qui les préoccupait, c'était la rentabilité.

Est-ce que le premier ministre suppléant pourrait nous donner une explication, ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent?

**Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** Monsieur le Président, je pense que le député, lors d'incarnations antérieures, a rencontré la Keidanren. Il est certain qu'elle le connaissait et qu'elle savait ce qu'il faisait. Pour ma part, j'ai rencontré les représentants de la Keidanren, et mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, les a rencontrés lui aussi. Nous savons, tout comme le premier ministre, que les Japonais s'inquiètent profondément du climat économique de notre pays.

• (1440)

Le député sait également qu'en raison des changements apportés par notre gouvernement, en particulier à l'Agence d'examen de l'investissement étranger que le député a créé, il y a eu au moins deux importantes missions d'investissement de la part de représentants de la Keidanren et d'autres organisations, précisément pour voir quel était le climat économique au Canada. Évidemment que cela les intéresse. Toutes leurs activités et tous nos contacts avec eux au cours des dernières années, tout comme les siens, j'en suis sûr, confirment cela.

**L'hon. Herb Gray (Windsor—Ouest):** Monsieur le Président, je voudrais demander ceci au ministre: Si les Japonais sont tellement intéressés à la question des finances publiques, comment peut-il expliquer que le premier ministre ait pris l'initiative de la mentionner lors d'un dîner, alors qu'eux-même ne l'avaient pas soulevée? On ne peut vraiment pas dire qu'elle les inquiétait, n'est-ce pas?

**Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** Monsieur le Président, je ne sais pas ce qui amène les deux partis d'opposition, ce lundi après-midi. . .

**Mme Copps:** Le 1,5 million de chômeurs canadiens.

**M. Clark (Yellowhead):** Oui. Nous nous intéressons au 1,5 million de chômeurs canadiens, mais nous savons que pour améliorer la situation, il faut un climat économique qui attire les investissements, et c'est ce que nous essayons de créer.